



Mise en oeuvre par:



Burkina Faso : Stabilité et développement aux espaces frontaliers

Le projet vise à améliorer non seulement la sécurité et la stabilité mais également les conditions de vie aux espaces frontaliers.

Financé par l'UE et le Gouvernement fédéral allemand, le projet promeut la collaboration transfrontalière avec le Mali et le Niger tout en mettant la protection des droits humains et des standards démocratique au premier plan.

Les défis

Ces dernières années, le Burkina Faso a souffert de la situation de plus en plus instable aux pays voisins du Mali et du Niger. Les frontières sont considérées poreuses et mal contrôlées. Ceci offre beau jeu aux passeurs et trafiquants d'êtres humains. En même temps, les habitants des espaces frontaliers avec le Niger et le Mali manquent de biens vitaux comme l'eau. Souvent, des soins médicaux ne sont accessibles qu'après des longues heures de route. Des groupes criminels, des trafiquants d'armes et d'êtres humains profitent de la situation pour d'élargir leur contrôle sur les espaces frontaliers.

Approche de solution

Par la gestion intégrée des espaces frontaliers, entre autres par l'amélioration des conditions de vie de la population, le projet vise à contribuer à la stabilisation du pays et à prévenir la radicalisation dans les espaces frontaliers avec le Mali et le Niger.

Nom de Projet	Programme de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers au Burkina Faso (ProGEF)
Commanditaire	Union Européenne & Affaires Etrangères
Organisation de mise en œuvre	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Région de projet	Burkina Faso et espaces frontaliers avec le Mali et le Niger
Responsable sur le plan politique	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation
Durée globale	01.12.2016 – 31.12.2020
Valeur	30 Mio. EUR (25 Mio. EUTF; 5 Mio. AE)

Il s'agit de former des représentants du Gouvernement et des forces de sécurité leur permettant de mettre en œuvre la stratégie de gestion des espaces frontaliers de manière sensible aux conflits. Ici, l'approche intégrée est vitale. Pour toutes les activités menées, elle garantit que les droits humains et la participation au niveau local, également d'acteurs de la société civile, se trouvent au premier plan de la mise en pratique.

Au niveau local, national et régional, des structures seront créées afin d'améliorer les conditions de vie de la population et de prévenir ainsi leur radicalisation. A part le meilleur approvisionnement en eau et en soins de santé, sont visées la lutte contre la corruption, la formation et la création de postes frontaliers en vue d'améliorer le contrôle et la sécurité de la frontière.



A gauche: formation en matière de migration ©GIZ

A droite: mise à disposition de prestations de base ©GIZ

Stephan Voss
 Conseiller Technique
 Principal ProGEF
 stephan.voss@giz.de



Des mesures concrètes ...

Le projet se concentre sur quatre aspects fondamentaux de gestion efficace et intégrée d'espaces frontaliers :

- Renforcement du cadre institutionnel et juridique
- Mise en réseau des acteurs chargés du contrôle et de la sécurité de la frontière
- Extension des prestations de base et amélioration de la gestion de crise dans les espaces proches de la frontière
- Amélioration du pilotage, de la coordination et du suivi du programme national de gestion des frontières

Le projet démarre en mai 2017 par de premières mesures.

Les activités suivantes sont prévues en 2017 :

- Perfectionnement des acteurs compétents
- Appui-conseil organisationnel, technique et politique
- Coaching par rapport à la gestion du changement
- Echange Sud-Sud & coopération au niveau régional
- Réseautage

Des procédures différenciées selon le genre permettent de prendre en compte le rôle et les besoins des femmes. Des armes létales et leur utilisation ne sont ni mises à disposition, ni financées. Des formations en matière de droits humains et l'intégration de l'approche « do no harm » assurent que toutes les activités promeuvent la protection des droits humains.

... pour de véritables résultats

D'ici 2020, il est prévu d'atteindre les résultats suivants:

- **Participation et pilotage au niveau local:** Les recommandations de la commission nationale des frontières ainsi que des commissions transfrontalières sont mises en pratique.
- **Proximité aux citoyens:** Le taux de satisfaction de la population par rapport au contrôle et à la sécurité des frontières augmente de 20%.
- **Prestations de base:** L'accès de la population aux prestations de base publiques (eau, soins de santé, éducation) augmente de 5%.
- **Efficacité et appropriation:** Le programme national de gestion des frontières est pour la plupart mis en œuvre.

Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Afrique (EUTF)

Le projet est financé par l'EUTF et le Ministère fédéral des Affaires Etrangères. Les projets EUTF de l'UE et de ses états membre contribuent à promouvoir le développement économique, les conditions de vie et la gestion de la migration ainsi que la stabilité et la Bonne Gouvernance. Dans ce cadre-là, 2,5 milliards d'Euro sont mis à disposition pour la période de 2016 à 2020.

Publié par : Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Siège de la société : Dag-Hammarskjöld Weg 1-5
D-65760 Eschborn
Deutschland
T: +49 (0)61 96 79-11 75
F +49 (0)61 96 79-11 15

Auteur: Sarah Rueffler
Layout: GIZ

Situation : 05/2017

La GIZ est responsable du contenu de la présente présentation.

Mandaté par: Le projet est financé par l'Union Européenne
et le Gouvernement allemand.

Adresse au Burkina Faso : ProGEF
01 BP 1485 Ouagadougou 01, Burkina Faso
T +226 25 33 02 17

Adresse des AE à Berlin : Auswärtiges Amt
Werderscher Markt 1
D - 10117 Berlin
T: +49 (0)3018 17-0
poststelle@auswaertiges-amt.de
www.auswaertiges-amt.de